

22 septembre 2009 / n° 35-36

Numéro thématique - Veille et alerte en santé environnementale : s'organiser pour intervenir *Special issue - Alert and environmental health: getting things organized*

- p.378 **Sollicitations et alertes en santé environnementale : organisation de la réponse en France en 2009**
Requests and alerts in environmental health: response organization in France in 2009
- p.382 **Étude de l'incidence des cancers à Saint-Pierre-et-Miquelon entre 1998 et 2006 : mise à profit du contexte insulaire**
Study on cancer incidence in the archipelago of Saint-Pierre and Miquelon between 1998 and 2006: taking advantage from the island context
- p.386 **Encadré : Préparation en réponse aux accidents industriels et catastrophes (Peraic)**
Box: Response preparation to industrial accidents and natural disasters (PERAIC)
- p.387 **Sollicitations en santé environnementale : rôle de la toxicovigilance**
Requests in environmental health: role of toxicovigilance
- p.390 **Lancement d'une étude nationale d'imprégnation aux polychlorobiphényles des consommateurs réguliers de poissons d'eau douce à la suite d'une alerte environnementale locale en France**
Launching of a national study on polychlorobiphenyls levels in the blood of regular freshwater fish consumers following a local and environmental alert in France
- p.393 **L'organisation de l'Afsset pour répondre aux saisines en santé environnementale : exemple de la qualité de l'air dans les parcs de stationnement couverts**
AFSSET's organization to respond to expertise requests in environmental health: example of the quality of air in underground parking garages

Coordination scientifique du numéro / *Scientific coordination of the issue*: Cécile Kairo et Daniel Eilstein, Institut de veille sanitaire, Saint-Maurice, France et pour le comité de rédaction : Bruno Morel, Cellule interrégionale d'épidémiologie Rhône-Alpes, Lyon, France

Éditorial

Pr. Didier Houssin, Directeur général de la santé, Paris

La santé environnementale occupe désormais une place majeure dans les préoccupations de la société, comme en atteste la dernière édition de l'enquête annuelle sur la perception des risques et de la sécurité réalisée par l'IRSN^{1,2}.

Divers événements récents traduisent la diversité des thèmes évoqués à propos des risques environnementaux ainsi que des préoccupations sociales qu'ils suscitent : la fuite d'effluents uranifères sur le site nucléaire du Tricastin (Vaucluse), la polémique autour de la cancérogénicité supposée de l'eau du robinet, les interrogations sur les risques liés aux antennes mobiles ou aux biberons dont la matière plastique a été faite à partir du bisphénol, le développement des algues toxiques dans nos mers et nos rivières et, plus globalement, les conséquences sanitaires liées au changement climatique. Cette diversité est l'une des caractéristiques des sollicitations en santé environnementale : risques physiques, chimiques ou biologiques, chroniques ou aigus, avérés ou suspectés, visibles ou perçus, dans un contexte local, national ou international, comme pour le sujet du bisphénol. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que, pour évaluer ces risques, la Direction générale de la santé (DGS) mobilise pas moins de six agences et instituts : Afsset³, Afssa⁴, Afssaps⁵, InVS⁶, IRSN, INCa⁷.

¹ Baromètre IRSN 2009 - La perception des risques et de la sécurité par les Français – Résultats d'ensemble, mai 2009
http://www.irsn.org/index.php?position=barometre_des_risques_et_de_la_securite

² IRSN : Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire

³ Afsset : Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail

⁴ Afssa : Agence française de sécurité sanitaire des aliments

⁵ Afssaps : Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé

⁶ InVS : Institut de veille sanitaire

⁷ INCa : Institut national du cancer

En 2008, 31% des signaux reçus par le Département des urgences sanitaires (DUS) avaient trait à la santé environnementale. Ce département est chargé de réceptionner, au sein de la DGS, l'ensemble des signaux émis par les acteurs du système de sécurité sanitaire et relatifs à des événements susceptibles de représenter une menace pour la population ou de provoquer une crise médiatique, voire politique. Mais ce chiffre ne recouvre pas la totalité des sollicitations venant de la société civile qui parviennent aux autorités sanitaires tant au niveau national que local.

L'incertitude et la controverse scientifique sont souvent au cœur du questionnement dans des situations - fréquentes en santé environnementale - de faible niveau d'exposition, liées à des technologies nouvelles et où les enjeux sont de long terme. Les limites des outils actuels permettent rarement d'apporter des réponses simples et définitives sur le risque ou l'absence de risque. Cette particularité peut-être à l'origine d'une défiance de la société civile à l'encontre des pouvoirs publics et de l'expertise officielle, défiance exacerbée lorsque des enjeux économiques sont en jeu.

Même si l'organisation de la réponse aux alertes est, nous l'espérons tous, satisfaisante, des évolutions sont néanmoins souhaitables pour mieux prendre en compte ces nouvelles formes de sollicitation. L'apport des sciences sociales pour décrypter les ressorts de ces demandes et y apporter réponse est essentiel. Une communication adaptée et la participation du public à la prise de décision font partie des moyens qu'il faut promouvoir. L'InVS travaille avec des sociologues sur la communication lors de la gestion de sites et sols pollués et pour la prise en charge des phénomènes épidémiques non infectieux. L'Afsset, l'IRSN et l'Ineris⁸ ont signé en octobre 2008 une charte d'ouverture de l'expertise à la société civile. Son objectif est de construire, avec les acteurs de la société, une compréhension partagée des enjeux complexes, des situations à risques et des alternatives permettant d'y faire face.

Au niveau local, la proximité de tous les acteurs entre eux et avec le grand public et la coordination par le Préfet du département sont deux atouts essentiels pour assurer une réponse adaptée aux divers enjeux. Cela légitime le maintien, dans la réorganisation de l'État, du rôle du Préfet en matière de gestion des risques sanitaires environnementaux et des crises mais aussi le renforcement de l'expertise en santé au sein des futures Agences régionales de santé (ARS). La conséquence de cette réorganisation doit être de repenser les rapports entre les instances sanitaires nationales et les ARS. Celles-ci pourront tirer profit des capacités d'investigation des Cire⁹. De plus en plus, l'expertise d'autres agences est sollicitée en vue de la gestion d'alerte en santé environnementale.

L'efficacité de la réponse à ces alertes passe donc à l'évidence par un décloisonnement de l'expertise, une meilleure valorisation des retours d'expérience et la production d'une « boîte à outils » permettant d'aborder les différentes facettes du problème. C'est une condition pour mieux intégrer la santé environnementale dans le dispositif de sécurité sanitaire, sans pour autant renier ses spécificités. C'est pour cela que je souhaite confier la réflexion sur le thème de l'articulation avec les échelons territoriaux au Comité d'animation du système d'agences, mis en place l'an passé.

⁸ Ineris : Institut national de l'environnement industriel et des risques

⁹ Cire : Cellule interrégionale d'épidémiologie

Sollicitations et alertes en santé environnementale : organisation de la réponse en France en 2009

Cécile Kairo, Pascal Empereur-Bissonnet (p.empereur-bissonnet@invs.sante.fr)

Institut de veille sanitaire, Saint-Maurice, France

Résumé / Abstract

L'objectif de cet article est de décrire l'organisation mise en place en France pour garantir une prise en charge efficace des sollicitations en santé environnementale qui, dans certains cas, nécessitent une réponse urgente.

Dans ce domaine, plusieurs ministères, agences ou organismes publics sont impliqués tant les sujets en santé environnement sont variés.

Que le premier signal soit environnemental, sanitaire ou sociétal, les différents acteurs de santé publique s'articulent pour apporter, dans un délai adapté à la situation, les éléments de réponse nécessaires pour contrôler la situation et limiter au mieux son impact sanitaire.

Requests and alerts in environmental health: response organization in France in 2009

The aim of this article is to describe the French organization in order to ensuring an effective, and sometimes urgent, response to environmental health requests.

Because of the diversity of subjects in this domain of public health, several ministries and agencies are implicated.

Whatever is the nature of the first signal - environmental, health or social - all public health actors collaborate to give in an appropriate delay the necessary response elements for controlling and reducing the potential health impact.

Mots clés / Key words

Sollicitation, alerte, santé environnementale, dispositif, structuration, organismes / Request, alert, signal, environmental health, system, structure, organization